

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS N°

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I. La Métropole Aix-Marseille-Provence
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE

représenté par Son Vice-Président, Gérard GAZAY en exercice
régulièrement habilité à signer la présente convention

ci-après désigné « la Métropole »

ET

l'Association Club WTC APEX MARSEILLE PROVENCE, rue Henri
Barbusse 13001 Marseille

représentée par Son Président, Monsieur Nicolas LE NY

ci-après désignée « l'association »

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine de l'exportation.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

Favoriser l'échange d'informations, la mise en commun d'expériences et la promotion en commun de ses membres dans leurs activités exportatrices.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2019.

ARTICLE 2: DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2019 et trouvera son terme au plus au versement du solde de la subvention, le cas échéant.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau....)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités,
- Fournir à la Métropole les attestations d'assurance visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : COUT DE L'ACTION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budget prévisionnel de l'action :

L'annexe I à la présente convention précise :

- Le budget prévisionnel global de l'objectif ou action, objet de l'article 1er, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc...
- Les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1^{er} (mise à disposition de locaux, de personnel, de matériel, etc.).

Conformément à cette annexe, le coût total prévisionnel (hors contributions volontaires) de l'action, objet la présente convention, est d'un montant de 761 403,51 €.

4.2 Participation de la Métropole :

La participation de la Métropole est d'un montant de 100 000 € pour prendre en charge l'action d'attractivité des talents B'Wellcome, et de 15 000 € pour la participation au budget de fonctionnement.

Les crédits seront pris sur les lignes budgétaires de la Métropole présentant les disponibilités nécessaires.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° HN 021-049/16/CM en date du 07 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 70% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire,
- 30 % sur la présentation de la mise en œuvre de l'offre et du tableau récapitulatif des actions chiffrées et détaillées de l'opération.

Le Compte-rendu financier comporte la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention.

La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise

Le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif qualitatif et quantitatif des actions réalisées des dépenses signées par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

4.4 Ajustement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier précité :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

L'association s'engage à faciliter à tout moment, le contrôle par la Métropole, de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile.

5.2 Suivi :

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole de l'état d'avancement et de déroulement de l'action défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisations des objectifs poursuivi par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

L'évaluation porte, en particulier, sur la conformité des résultats à l'objectif mentionné à l'article 1.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être convoquée par la Métropole au plus tard deux mois après la fin de l'opération.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de l'intercommunalité, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

ARTICLE 6 : REDDITION DES COMPTES

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 septembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé ;
- conformément à l'article 10 al. 4 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée ;
- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté ministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Conformément à l'article L. 2313-1-1 du CGCT issu de l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 euros) ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le président s'engage à certifier la conformité des comptes annuels ;

- communiquer à la Métropole les rapports d'activité de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'Administration et du Bureau de l'association ;
- faciliter à tout moment le contrôle par la Métropole de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Conformément à l'article 612-4 du Code du commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifié par la loi n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 €) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, son logo en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue «intuitu personae», l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

Pour l'Association

Le Président

Nicolas LE NY

Pour la Métropole

Le Vice-Président Délégué au
Développement Economique des
entreprises, Zones d'activités, Commerce
et Artisanat

Gérard GAZAY

ANNEXE A LA CONVENTION D'OBJECTIFS N° APEX- Budget prévisionnel général 2019

BUDGET CONSOLIDE 2019 - PREVISIONNEL

Intitulé des dépenses	HT
20 - Immobilisations incorporelles	4 000,0 €
205 - Concessions et droits similaires, brevets, licences (site web)	4 000,0 €
60 - Achats	823,90 €
604 a - Etudes et prestations diverses (cartas Accor)	300,00 €
606 - Achat de fournitures (Lyneco)	323,90 €
607 - Achats de marchandises	- €
61 - Services extérieurs	545 340,54 €
611.a - Sous-traitance (Compliance Export : Cap Export + S'Wolcoms)	478 043,98 €
611.b - Sous-traitance prestations événementielles	20 154,72 €
612 - Redevance de crédit-bail (Xerox et BNP)	2 938,00 €
613 - Location bureaux	21 600,00 €
614 - Charges locatives	- €
615 - Maintenance informatique (BNP leasing, BNP Networks, Ondas)	4 073,68 €
616 - Primes d'assurance (NRP, ACE, Auto-Mission)	2 185,51 €
617 - Etudes et recherches	- €
618 - Divers / Abonnements et Prix Challenge	11 106,93 €
623 - Publicité, publications, relations publiques	5 235,70 €
62 - Autres services extérieurs	20 625,02 €
622 - Honoraires comptables et audit (Exco et KPMG)	7 627,00 €
623.1 - Voyages et déplacements	3 130,98 €
623.7 - Réceptions et repas	3 037,64 €
626 - Frais postaux et frais de télécom	1 350,40 €
627 - Services bancaires et assimilés (frais bancaires BPPC et SG)	679,01 €
628 - Divers / Cotisations croisées	2 780,00 €
63 - Impôt, taxes et versements assimilés	591,22 €
631 - Impôts et taxes (contribution FPC)	591,22 €
64 - Charges de personnel	190 022,83 €
642 - Frais de personnel (chèques de table, AISMT, formation)	7 352,38 €
644 - Temps homme pour pilotage (salaires chargés)	182 470,45 €
65 - Autres charges de gestion courante	- €
651 - Charges administratives	- €
66 - Charges financières	- €
661 - Charges d'intérêts	- €
67 - Charges exceptionnelles	- €
68 - Dotations aux amortissements et aux provisions	- €
TOTAL DEPENSES ASSIETTE SUBVENTIONNABLE	761 403,51 €
87 - Traitement des contributions volontaires en nature	130 000,0
870 - Bénévolet (tuteurs Objectif Export)	100 000,0
871 - Prestations en nature (location salles WTC, UPE13...)	30 000,0
TOTAL GLOBAL DES DEPENSES	891 403,51 €

Ressources	HT
74 - Subventions	359 222,61 €
Région SUD	86 867,00 €
Région SUD (quote part subvention DE 2017/2018 déjà votée)	3 333,36 €
Métropole Aix-Marseille Provence (Action Networking)	72 000,00 €
Métropole Aix-Marseille Provence (Action S'Wolcoms)	125 000,00 €
Conseil Départemental	3 000,00 €
Ville de Marseille	63 000,00 €
CCI International	- €
Primes CR et remboursements OPCA	1 600,00 €
Prime CR apprenti 1	1 000,00 €
Remboursement formation OPCA	600,00 €
Autofinancement	400 580,90 €
Prestation de services CCEF	10 200,00 €
Cotisations	32 910,33 €
Prestation (Compliance Export : Cap Export + S'Wolcoms)	319 081,48 €
Sponsors Challenge (CCEF, SMC, CMA, Total, BF, BPI)	7 733,33 €
Produits des activités annexes (Animation APEX)	10 633,76 €
TOTAL RESSOURCES ASSIETTE SUBVENTIONNABLE	761 403,51 €
87 - Traitement des contributions volontaires en nature	130 000,0
870 - Bénévolet (tuteurs Objectif Export)	100 000,0
871 - Prestations en nature (location salles WTC, UPE13...)	30 000,0
TOTAL GLOBAL DES RECETTES	891 403,51 €